



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 17/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

HURTAUD DAMIEN

1 LA PALU
33240 Cubzac Les Ponts

Références : 2025-929
Code AIOT : 0100292433

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/10/2025 dans l'établissement HURTAUD DAMIEN implanté 1 LA PALU 33240 Cubzac les Ponts. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite d'inspection est réalisée suite à une précédente visite (mai 2025), ayant abouti à un rapport d'inspection demandant à l'exploitant des informations nécessaires à la régularisation de sa situation administrative.

Cette précédente visite d'inspection a été réalisée chez le précédent exploitant du site, la société PNEUS CUBZAC, qui n'exerce plus dans les locaux depuis septembre 2025. L'établissement a été repris par M. Damien HURTAUD via sa société du même nom (SIRET n° 935 012 740 00012) et sous le nom commercial PNEUMATIQUE H24.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HURTAUD DAMIEN
- 1 LA PALU 33240 Cubzac les Ponts
- Code AIOT : 0100292433
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société HURTAUD DAMIEN (nom commercial : PNEUMATIQUES H24) exerce sur la commune de Cubzac-les-Ponts une activité de montage/démontage de pneumatiques sur véhicules. Les pneumatiques usagés sont remplacés par des neufs. Au sein du garage, des pneumatiques usagés et neufs sont stockés.

Jusqu'en septembre 2025, le site était exploité par la société PNEUS CUBZAC, qui réalisait les mêmes activités.

Thèmes de l'inspection :

- Autre

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|---|--|-----------------------|
| 2 | Situation administrative - Rubrique 2714 (TTR de pneumatiques usagés) | Code de l'environnement du 08/12/2025, article Annexe à l'article R.511-9 | Demande d'action corrective, Mise en demeure, dépôt de dossier | 1 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|--|-------------------|
| 1 | Situation administrative - Rubrique 2663 (stockage de pneumatiques neufs) | Code de l'environnement du 08/12/2025, article Annexe au R.511-9 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE), relevant de la rubrique 2714-2 pour l'exploitation d'une activité de tri, transit, regroupement de pneumatiques usagés. L'activité n'a pas été déclarée auprès du Préfet de la Gironde.

Il est proposé au Préfet de la Gironde un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure de régularisation de la situation administrative.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative - Rubrique 2663 (stockage de pneumatiques neufs)

| | |
|---|-----|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/12/2025, article Annexe au R.511-9 | |
| Thème(s) : Situation administrative, Stockage de pneumatiques | |
| Prescription contrôlée : Rubrique 2663-2 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) « Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques)(stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 : | |
| 2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant : | |
| a) Supérieur ou égal à 10 000 m ³ | (E) |
| b) Supérieur ou égal à 1 000 m ³ mais inférieur à 10 000 m ³ | (D) |
| E (enregistrement), D (déclaration) | |
| Constats : Sur site, il est constaté la présence de pneumatiques neufs, dans une quantité qu'il n'a pas été possible de définir précisément mais qui se situe en-dessous de 1000 m ³ . Le site n'est pas classé au titre de la rubrique 2663. | |
| Type de suites proposées : Sans suite | |

N° 2 : Situation administrative - Rubrique 2714 (TTR de pneumatiques usagés)

| |
|--|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/12/2025, article Annexe à l'article R.511-9 |
| Thème(s) : Situation administrative, Transit, regroupement, tri de pneus |
| Prescription contrôlée : Rubrique 2714 de la nomenclature des ICPE : |

Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de [...] plastiques, caoutchouc [...] l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719

| | |
|---|-----|
| Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant | |
| 1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³ ; | (E) |
| 2. Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³ . | (D) |

E (enregistrement), D (déclaration)

Constats :

Sur le site, il est constaté la présence de stockages de pneumatiques usagés. Ces derniers sont issus de l'activité de démontage de pneumatiques, réalisée par l'exploitant. Ils doivent être considérés comme des déchets, car abandonnés par leur détenteur initial. Une partie de ces pneumatiques sont voués à être évacués, sans que ne soit précisé l'exutoire. L'exploitant réalise donc une activité de transit de déchets de pneumatiques. Il indique que certains de ces pneumatiques usagés sont voués à être réutilisés.

La note d'explication de la nomenclature ICPE des installations de gestion et de traitement des déchets (version du 27 avril 2022) indique que *"Toute la surface d'entreposage des déchets de pneumatiques reçus sur l'installation est à prendre en compte. Il n'y a pas lieu de retirer une partie de la zone parce que les pneus seront réutilisés ensuite."*

Le volume de pneus usagés présent sur le site n'a pas pu être déterminé précisément car réparti sur plusieurs zones du bâtiment. Cependant, le volume a pu être estimé supérieur à 100 m³.

Le site est donc une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE), relevant de la rubrique 2714-2 de la nomenclature ICPE.

L'exploitant exerce sans avoir déclaré cette activité auprès du préfet de la Gironde. En conséquence, il s'agit d'une activité illégale.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre, en justifiant :

- le volume maximal, susceptible d'être présent à l'intérieur du garage, de pneumatiques usagés ;
- le volume actuellement présent, à l'intérieur du garage de pneus usagés.

Si ce volume est bien supérieur à 100 m³, l'exploitant doit :

- procéder à une demande de déclaration initiale au titre de la rubrique 2714-2 sur le téléservice en ligne suivant : <https://entreprendre.service-public.fr/vosdroits/R42920>, et s'assurer de répondre en tout point aux dispositions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 06/06/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

OU

- justifier de l'évacuation d'un volume de pneumatiques usagés pour atteindre un volume résiduel inférieur à 100 m³.

Il est proposé en ce sens, au Préfet de la Gironde, un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure de régularisation de la situation administrative.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, dépôt de dossier

Proposition de délais : 1 mois